

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Chaudières-Appalaches

Dossier : 1380848-71-2408

Dossier accréditation : AQ-1004-4413

Montréal, le 6 novembre 2024

---

**DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît**

---

**Municipalité de Sainte-Croix**  
Employeur

et

**Syndicat des salariés municipaux de Chaudière-Appalaches (CSD)**  
Association accréditée

---

## DÉCISION

---

**ATTENDU** qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du *Code du travail*<sup>1</sup> (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

**ATTENDU** que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité et une régie intermunicipale, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code;

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. C-27.

**ATTENDU** que l'association accréditée représente :

« **Tous les salariés au sens du Code du travail à l'exception des pompiers volontaires et des étudiants.** »

De : **Municipalité de Sainte-Croix**  
6310, rue Principale  
Case postale 609  
Sainte-Croix (Québec) G0S 2H0

Établissements visés :

6310, rue Principale  
Case postale 609  
Sainte-Croix (Québec) G0S 2H0  
ainsi que tous les lieux de travail;

**ATTENDU** qu'une grève des salariés représentés par l'association accréditée dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

**EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :**

**ORDONNE** à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du *Code du travail* en cas de grève;

**SUSPEND** l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

---

Dominique Benoît

M. Francis Matte  
Pour l'employeur

M. Luc Vaillancourt  
CENTRALE DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES  
Pour l'association accréditée

/mpl